

crates aux dictateurs grecs et turcs, aux mains couvertes de sang d'ouvriers et de paysans. On n'accuse plus quiconque ose critiquer Staline d'être un « hitléro-troïskyste » ; en revanche, la critique du cours désastreux actuellement suivi par le P.C.Y. entraîne infailliblement l'accusation de « kominformisme ». Les paroles ont changé, mais la musique est restée étrangement égale à elle-même.

A ceux qui excusent tous ces mensonges en invoquant l'impasse angoissante dans laquelle se trouve, non de sa faute mais de celle de ses ennemis, l'Etat ouvrier yougoslave, nous ne pouvons que répondre : si la « tactique » peut justifier, dans le cas yougoslave, qu'on explique que la dictature monarcho-fasciste en Grèce (les diplomates yougoslaves prononcent ces paroles avec des sous-entendus ironiques. Qui croit encore à cette légende « stalinienne » ?) est un digne allié auquel il convient de faire toutes les louanges dans la presse et par la radio, pourquoi alors imputer à Staline la même tactique envers Hitler ? Si, pour se défendre, l'Etat ouvrier yougoslave a le droit de mentir aux travailleurs étrangers, à ses propres travailleurs, et aux membres du P.C.Y., pourquoi les mêmes droits ne serait-ils pas accordés à la défense de l'Etat ouvrier russe ? On ne peut pas impunément lever l'étendard de la vérité et puis sombrer dans le mensonge. La justice immanente de l'histoire se révèle dans ce cas du fait que toutes les belles paroles d'hier se retournent contre celui qui les a prononcées.

Pendant une certaine période, l'équilibre relatif des forces de classe à l'échelle internationale permit au P.C.Y. de combiner une politique étrangère hésitante à une orientation intérieure fondamentalement saine et digne d'éloges. Aucun communiste qui mérite ce nom ne pouvait pas ne pas applaudir quand le P.C.Y. abolissait les privilèges bureaucratiques, s'efforçait d'instaurer des conseils ouvriers, accordait aux travailleurs une voix prépondérante dans l'élaboration des objectifs de la production. C'était la bonne voie, la voie de Lénine, de la démocratie ouvrière. Mais nous n'avions pas manqué d'avertir le P.C.Y., au moment même où ces mesures étaient prises, et malgré l'enthousiasme qu'elles soulevaient à juste titre, qu'il s'agissait encore de traduire ces dispositions du langage de la loi en celui de la vie. Cela exige avant tout que les ouvriers prennent confiance pour exprimer à haute voix leurs opinions et leurs critiques. En accentuant le cours à droite de sa politique extérieure, la direction du P.C.Y. ne pouvait ignorer qu'elle créait un climat de malaise et de mécontentement latent dans le Parti. Pour éviter l'éclatement de dissensions, il fallait accentuer les mesures de « contrôle idéologique », plus discrètes que par le passé, mais non moins efficaces. Ce n'était pas de nature à créer le climat de confiance pour que la démocratie ouvrière commence à s'épanouir, mais à condamner les belles lois à rester lettre morte. Avec les concessions faites — inévitablement — au marché libre, aux paysans et aux spéculateurs, la lutte de classe se ranima. Le parti se sentit isolé bien plus qu'en 1948-49. Il trouva alors un expédient curieux : pour ranimer les conseils ouvriers, on leur donna d'importantes fonctions économiques. Seule une fraction du salaire était dorénavant garantie par l'Etat ; l'autre partie serait payée par le conseil ouvrier d'après les revenus réels de l'entreprise. Ce n'est pas un retour au capitalisme, comme d'aucuns l'ont affirmé abusivement et avec des intentions infamantes (1). Toutes les banques ont été centralisées en une seule banque d'Etat, qui dispose de tous les fonds et crédits, et ne les distribue qu'au fur et à mesure de la réalisation du plan par celles-ci. Le plan doit d'ailleurs être approuvé par les instances centrales de planification, et le fonds d'investissement, nourri par des prélèvements sur chaque entreprise qui varient d'un cas à l'autre, est géré à l'échelle fédérale. Mais c'est incontestablement un recul par rapport à une planification intégrale et centralisée et une tentative maladroite d'associer les travailleurs, par leurs intérêts matériels, à la lutte pour la rentabilité et la productivité. Maladroite, parce que dans un pays comme la Yougoslavie, avec de grandes différences de niveau de qualification entre les ouvriers et de grandes différences de niveau technique entre les usines, cette méthode ne peut que provoquer une division dangereuse de la classe ouvrière, une lutte anti-économique entre les différentes entreprises, une renaissance rapide de tous les méfaits du « libre jeu des lois du marché » (sur-emploi à côté de sous-emploi ; chômage à côté de pénurie de main-d'œuvre ; salaires surélevés à côté de salaires inférieurs au minimum vital, etc.). En fait, plusieurs de ces phénomènes profondément antisociaux, tel le licenciement massif des ouvriers âgés, physiquement faibles, etc., se sont déjà produits sous l'impulsion de « conseils ouvriers » défendant le « rendement de leur usine » contre le bien-être général de la classe.

Ainsi, la politique intérieure non moins que la politique étrangère du P.C.Y.

(1) Notamment les Cahiers Internationaux.